

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1838.

RAPPORT

De la commission (1) pour l'examen de la loi de l'école militaire, amendée par le Sénat.

MESSIEURS,

Le Sénat ayant modifié la loi d'organisation de l'école militaire votée par la Chambre des Représentants le 5 décembre dernier, je viens, au nom de la commission que vous avez chargée d'en faire l'examen, vous présenter un rapport sur les modifications dont il s'agit.

Les amendements portent sur les art. 1^{er}, 4, 9, 10 et 13; ils consistent dans les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Projet de la Chambre des Représentants.

Il est établi une école militaire dans une des places de guerre du royaume au choix du gouvernement.

L'école militaire a pour objet de former des officiers pour les armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, pour le corps d'état-major et pour la marine.

Projet du Sénat.

Il est établi dans le royaume une école militaire destinée à former des officiers pour les armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, pour le corps d'état-major et pour la marine.

ART. 4.

Cet article renferme la nomenclature des matières enseignées à l'école : la Chambre avait omis dans son projet d'y comprendre *le dessin*, bien qu'il se trouvât désigné dans le projet de la section centrale : le Sénat a réparé l'omission.

(1) La commission était composée de MM. DESMAIZIÈRES, *président*, HELPTIA, BRADANT, DECHAMPS, MAST DE VRIES, H. DE BROUCKERE, et DE PUYDT, *rapporteur*.

ART. 9.

Cet article détermine les traitements des fonctionnaires de l'école. L'aumônier y était porté pour une somme de douze cents francs : le Sénat a élevé ce traitement à *deux mille francs*.

ART. 10.

Le dernier paragraphe de cet article a été seul modifié :

Projet de la Chambre des Représentants.

Les professeurs ne peuvent donner ni leçons, ni répétitions rétribuées, ailleurs que dans les institutions de l'État. Ils ne peuvent exercer une autre profession qu'avec l'autorisation du gouvernement. Cette autorisation est révocable.

Projet du Sénat.

Les professeurs ne peuvent donner ni leçons, ni répétitions dans d'autres institutions que dans celles de l'État. Ils ne peuvent exercer une autre profession qu'avec l'autorisation du gouvernement. Cette autorisation est révocable.

ART. 13.

La première phrase de cet article a été changée comme on le verra ci-dessous :

Projet de la Chambre des Représentants.

L'examen par écrit sera le même pour tous les élèves. Les questions seront tirées au sort et dictées de suite aux récipiendaires.

Projet du Sénat.

L'examen écrit se fera par section de 20 élèves environ : il sera le même pour tous les élèves d'une même section. A chaque séance d'examen, les questions seront tirées au sort et dictées de suite aux récipiendaires.

De toutes ces modifications, une seule porte sur une question grave, c'est celle de l'art. 1^{er} : les autres sont relatives à des dispositions réglementaires, aussi la commission a été unanime pour admettre ces dernières sans contestation.

L'art. 4 a donc été adopté avec l'addition *du dessin* dans la nomenclature des cours.

Nous proposons également :

De porter le traitement de l'aumônier à fr. 2,000 ;

D'adopter la nouvelle rédaction des articles 10 et 13.

Un membre de la commission a présenté un nouvel amendement qui ne fait pas partie de ceux du Sénat, à l'art. 18 de la loi.

Le 3^e paragraphe de cet article stipule certains avantages à accorder aux militaires qui seraient admis à l'école ; et comme le 1^o de l'article 19 porte sur le même objet, il a paru possible de déterminer la position de cette catégorie d'élèves par une disposition unique.

L'amendement est ainsi conçu :

Les élèves sortant de l'armée active après deux ans de service au moins, seront considérés comme détachés à l'école militaire. Ils y seront entretenus aux

frais de l'État et toucheront moitié de leur solde. Cette prestation ne pourra être inférieure à fr. 0-50 par jour. Ils sont dispensés de fournir le trousseau.

Cette disposition place les militaires admis à l'école sur un pied d'égalité convenable : ils sont tous entretenus à l'école aux frais de l'État; ils touchent une solde qui différera de peu du soldat au sous-officier; ils ne fournissent pas de trousseau : ils sont donc tous, par là, pourvus de bourses. D'après cela, le 1^o de l'art. 19 devient inutile.

La commission a adopté ces amendements et, par suite, la suppression du paragraphe corrélatif de l'art. 19.

Quant à la modification proposée à l'art. 1^{er}, elle aurait dû faire l'objet d'une discussion plus ou moins longue, puisqu'il s'agit d'une question vivement débattue à la Chambre lors du premier examen de la loi; mais c'est précisément ce fait qui a rendu la discussion impossible.

Les sept membres composant la commission ont, à l'exception d'un seul, pris part aux délibérations de la Chambre; leurs opinions et leurs votes sont connus; ils ont déclaré vouloir y persister : tout débat devenait donc inutile; les deux membres de la minorité ont demandé que cette circonstance fût mentionnée au rapport.

L'amendement de l'article 1^{er} a été, en conséquence, rejeté par la majorité et l'article rétabli tel qu'il avait été voté par la Chambre.

La commission propose le projet suivant.

Le rapporteur,
DE PUYDT.

Le président,
DESMAISIÈRES.

PROJET DE LOI.

Leopold,

Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est établi une école militaire dans une des places de guerre du royaume, au choix du gouvernement.

L'école militaire a pour objet de former des officiers pour les armes de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie et du génie, pour le corps d'état-major et pour la marine.

ART. 2.

En entrant dans la seconde année d'études, les élèves contractent l'engagement de servir pendant six ans.

S'ils appartiennent à la milice, ils entrent en déduction du contingent de leur commune pour la classe dont ils font partie.

ART. 3.

Dans le cas où l'école militaire serait établie dans une ville qui est le siège d'une université de l'État, les cours communs à cette école et à l'université pourront être donnés simultanément par les mêmes professeurs, aux élèves des deux établissements.

ART. 4.

L'enseignement donné à l'école comprendra :

Les mathématiques (complément des mathématiques élémentaires ; haute algèbre ; analyse appliquée à la géométrie ; calcul différentiel et intégral ; calcul des probabilités) ;

La mécanique analytique (statique, dynamique, hydrostatique, hydrodynamique);

La géométrie descriptive et ses applications;

La physique;

La chimie et les manipulations;

L'astronomie, la géodésie et la topographie;

L'architecture;

Les belles-lettres (composition française);

Les éléments de la langue flamande;

La mécanique appliquée;

La chimie et la physique appliquées aux arts militaires;

Les constructions militaires (poussée des terres, poussée des voûtes, résistance des matériaux, tracés de route, convenances des bâtiments militaires);

La fortification passagère;

La fortification permanente;

L'art et l'histoire militaires;

L'administration militaire;

La balistique;

La nomenclature raisonné du matériel de l'artillerie;

Le tracé raisonné des bouches-à-feu et des voitures;

Les différentes parties du service de l'artillerie;

Les travaux d'application (levés, projets, devis, mémoires);

Le dessin;

Les exercices et manœuvres d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, ainsi que les travaux pratiques de l'artillerie et du génie;

Les exercices gymnastiques (équitation, escrime, natation);

La navigation;

Les applications du service de la marine; } Pour la section des aspirants de marine.

Il peut être donné en outre des cours sur :

La minéralogie et la géologie;

L'histoire, la géographie et la statistique;

La législation militaire;

L'hygiène;

L'hippiatrique;

Les langues étrangères.

ART. 5.

L'enseignement se divise en deux parties :

Dans la première, qui dure deux ans, les élèves destinés aux armes spéciales reçoivent l'instruction préparatoire nécessaire pour suivre les cours d'application de la seconde

ART. 9.

Le <i>maximum</i> du traitement du directeur des études, s'il n'est pas militaire, est fixé à.	fr. 8,000 00
Celui des examinateurs permanents au <i>maximum</i> à	6,000 00
Celui des professeurs civils de 1 ^e classe au <i>maximum</i> à.	6,000 00
Celui des professeurs civils de 2 ^e classe au <i>maximum</i> à	4,000 00
Celui des répétiteurs civils au <i>maximum</i> à.	2,400 00
Celui des maîtres au <i>maximum</i> à.	4,000 00
<i>Celui de l'aumônier id.</i>	2,000 00
Celui du secrétaire <i>id.</i>	2,000 00
Celui du dessinateur civil <i>id.</i>	3,000 00

Des arrêtés spéciaux détermineront le nombre et les traitements des employés pour le service de l'intérieur.

ART. 10.

Les officiers attachés à l'école militaire y sont placés par arrêté du roi.

Le directeur des études, les examinateurs permanents, les professeurs et les répétiteurs civils sont nommés et révoqués par le roi.

Toutefois, les répétiteurs civils pourront être provisoirement institués par le ministre de la guerre.

Le gouvernement peut appeler au professorat des étrangers, lorsque l'intérêt de l'instruction le réclame.

Les professeurs ne peuvent donner ni leçons ni répétitions, dans d'autres institutions que dans celles de l'État. Ils ne peuvent exercer une autre profession qu'avec l'autorisation du gouvernement. Cette autorisation est révocable.

ART. 11.

Nul ne peut être professeur civil s'il n'a le grade de docteur dans la branche de l'instruction supérieure, qu'il est appelé à enseigner : néanmoins, des dispenses peuvent être accordées par le gouvernement aux hommes qui auront fait preuve d'un mérite supérieur, soit dans leurs écrits, soit dans l'enseignement ou la pratique de la science qu'ils sont chargés d'enseigner.

ART. 12.

L'admission des élèves sera prononcée par le ministre de la guerre, et par le ministre des travaux publics, pour les aspirants de marine, d'après les résultats d'un concours public dont le programme sera publié à l'avance.

Le programme fera connaître, chaque année, le nombre des élèves à admettre. Ce nombre sera réglé d'après le taux des besoins probables des différentes armes.

Ne pourront se présenter à l'examen que les Belges, âgés de 16 à 20 ans, qui se sont fait inscrire, en déposant toutes les pièces exigées par le programme.

Par exception, les militaires de l'armée active pourront être admis jusqu'à l'âge de 25 ans.

Les examens d'admission sont faits, sous la présidence du directeur des études de l'école, par un jury composé de trois membres, nommés annuellement par le roi.

Les examens ont lieu par écrit et oralement.

ART. 13.

L'examen écrit se fera par section de vingt élèves environ : il sera le même pour tous les élèves d'une même section. A chaque séance d'examen, les questions seront tirées au sort et dictées de suite aux récipiendaires.

Il y aura autant d'urnes différentes que de matières sur lesquelles l'examen se fait. Chacune de ces urnes contient un nombre de questions triple de celui que doit amener le sort. Les questions doivent être arrêtées immédiatement avant l'examen. Le résultat de l'examen par écrit comptera au moins pour moitié dans le résultat du concours.

Tout examen oral sera public.

ART. 14.

Un premier classement des élèves admis à l'école sera fait à la fin du premier semestre des études, et, selon les résultats, les élèves continueront les études ordinaires de la première année, ou passeront à la section d'infanterie.

Chaque année, après la clôture des cours, les élèves subiront des examens généraux.

Les examens de la 1^{re} année des cours auront pour objet de faire connaître si les élèves peuvent être admis aux cours de la 2^e année.

Les examens de la 2^e année feront connaître les élèves admissibles, soit aux cours d'application pour les armes spéciales, soit dans les cadres de l'infanterie ou de la cavalerie.

Les uns et les autres recevront le grade de sous-lieutenant, jusqu'à concurrence de la part revenant aux élèves dans les emplois vacants dans l'armée.

Il sera compté, à titre d'études préliminaires, aux élèves nommés sous-lieutenants, quatre années de service effectif d'officier, qui toutefois ne compteront que pour la retraite, et non pour le classement dans les corps et pour l'avancement.

ART. 15.

Sauf le cas d'interruption longue dans leurs études, par suite de maladie grave, les élèves ne pourront suivre, pendant plus de trois années, les cours de la 1^{re} partie de l'en-

seignement, et pendant plus de deux années, ceux de la 2^e partie.

ART. 16.

Les élèves sous-lieutenants qui ne satisferaient pas aux examens de la 3^e année ou à ceux de la 4^e année d'études, seront placés dans l'infanterie ou dans la cavalerie.

Les examens de la 4^e année détermineront le classement définitif des élèves sous-lieutenants, dans l'arme pour laquelle ils seront désignés.

ART. 17.

Les examens des 1^{re} et 2^{es} années, pour le passage d'une division à une autre, seront faits par les examinateurs permanents, auxquels, au besoin, un examinateur temporaire pourra être adjoint.

Les examens définitifs de sortie sont faits :

1^o Pour les élèves de la section d'infanterie, par un jury composé de :

1 officier général ou supérieur, président,	} désignés annuellement par le roi.
1 officier d'infanterie,	
1 officier de cavalerie,	
1 officier d'une des armes spéciales,	

2^o Pour les élèves de l'école d'application, par un jury composé de :

L'inspecteur-général des fortifications et du corps du génie, ou un officier désigné pour le remplacer,

L'inspecteur-général de l'artillerie, ou un officier désigné pour le remplacer,

1 officier d'artillerie,	} désignés annuellement par le roi.
1 officier du génie,	
1 officier d'état-major,	
2 professeurs universitaires de la faculté des sciences,	
2 examinateurs permanents,	

3^o Pour les élèves d'état-major, les deux inspecteurs-généraux des armes spéciales, désignés au numéro précédent, seront remplacés par un officier-général.

4^o Pour les aspirants de marine, par un jury composé de :

1 capitaine ou capitaine-lieutenant de vaisseau,	} désignés annuellement par le roi.
2 lieutenants ou enseignes de vaisseau,	
2 professeurs universitaires de la faculté des sciences,	

ART. 18.

Les élèves fourniront en entrant un trousseau, et paieront, pendant qu'ils suivront les cours de la première partie, une

pension annuelle de 800 fr. Ils seront logés, nourris et entretenus dans l'établissement.

Les élèves sous-lieutenants cesseront de payer la pension : ils continueront à être logés aux frais de l'État.

Les élèves sortant de l'armée active *après deux ans de service au moins*, seront considérés comme détachés à l'école militaire. *Ils y seront entretenus aux frais de l'État et toucheront moitié de leur solde : cette prestation ne pourra être inférieure à fr. 0-50 par jour. Ils sont dispensés de fournir le trousseau.*

ART. 19.

Il y aura douze bourses gratuites, divisibles en demi-bourses, et dont la collation appartiendra au roi ; elles pourront être accordées :

1° Aux militaires qui, après deux ans de service au moins, auront subi les examens d'admission ;

2° Aux fils de fonctionnaires et d'employés militaires, ainsi que d'autres personnes qui ont rendu des services à l'État ;

3° Aux jeunes gens ayant subi leurs examens d'une manière très distinguée.

Pour les uns et les autres, il devra être constaté que les parents sont hors d'état de payer la pension.

ART. 20.

L'organisation intérieure de l'école qui comprendra l'établissement d'un conseil de perfectionnement et d'instruction, les programmes d'admission, les programmes des cours, les examens et le classement des élèves, le mode de leur entretien, seront réglés par des arrêtés royaux qui seront insérés au *Bulletin officiel*.

ART. 21.

Les punitions qui pourront être infligées, sont :

La consigne,

Les arrêts simples ou forcés pour les élèves sous-lieutenants,

La censure particulière,

La censure publique,

La prison intérieure,

La mise à l'ordre de l'école,

La prison militaire,

Le renvoi de l'école.

ART. 22.

Le renvoi pour les élèves sous-lieutenants entraînera la perte du grade.

Il aura lieu à leur égard dans les cas prévus par l'art. 7 de la loi du 16 juin 1836, n° 312, et par l'art. 1^{er} de la loi de même date, n° 313.

Il pourra avoir lieu en outre à l'égard des élèves de la première partie des cours, pour incapacité constatée et pour infraction grave aux réglemens dans les cas prévus comme emportant cette peine.

ART. 23.

Le renvoi de l'école sera prononcé par arrêté royal pour les élèves sous-lieutenants, et par décision ministérielle pour les élèves des deux premières années d'études, d'après l'avis conforme d'un conseil d'enquête.

Ce conseil sera composé :

1^o Pour les élèves de la première partie des cours, du commandant de l'école, du commandant en second, du directeur des études, de trois professeurs et d'un inspecteur des études, ceux-ci désignés à cet effet par le ministre de la guerre.

Dans le cas où les fonctions de commandant de l'école et de directeur des études seraient réunies, le nombre des professeurs sera de quatre.

L'inspecteur des études remplira les fonctions de secrétaire.

2^o Pour les élèves de l'école d'application, du commandant de l'école, président, et de six officiers désignés par la voie du sort, entre ceux attachés à l'école.

ART. 24.

Un règlement déterminera pour le surplus ce qui est relatif aux autres punitions énumérées dans l'art. 21.

ART. 25.

Les aspirants de 2^o classe de la marine, admis à l'école conformément à l'art. 12, paieront la pension fixée à l'art. 18, laquelle sera prélevée sur leur traitement.

ART. 26.

La disposition de l'art. 1^{er} qui concerne le siège de l'école militaire, est soumise à la condition suivante :

La ville dans laquelle sera fixé le siège de l'école militaire, mettra à la disposition du gouvernement un bâtiment convenable pour l'établissement de l'école; elle sera chargée des frais d'agrandissement, d'amélioration, et d'entretien de ce bâtiment.

En cas de contestation sur la nécessité ou l'utilité de ces dépenses, la députation du conseil provincial décide, sauf recours au roi.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

ART. 27.

La disposition de l'art. 2 qui oblige les élèves de l'école militaire à prendre l'engagement de servir pendant six ans, n'est point applicable à ceux qui sont entrés à l'école avant le 1^{er} décembre 1837.

Mandons et ordonnons, etc.